

Éléments de Bilan sur la mobilisation étudiante

Voici une contribution que les délégué.e.s de la TCJ ont proposé au débat lors du Secrétariat National Jeune du 10 Juin 2018.



Nous écrivons cette contribution dans l'idée de proposer quelques éléments au débat du SNJ de ce Dimanche. Éléments de Bilan, puisque si la bataille du rail, malgré les nombreux freins des bureaucraties syndicales est toujours pleinement d'actualité, celle lycéen.ne.s n'a au moins à l'échelle nationale que peu existé et celle des étudiant.e.s connaît au moins la pause des partiels et des vacances. Bien que ces éléments ne puissent à eux seuls expliquer la fin de cette période de mobilisation. Il est donc temps de tirer collectivement nos bilans.

Les autonomes la première force de la mobilisation étudiante, l'UNEF en crise, et Solidaires Etudiant.e.s en crise nationalement mais renforcé à sa base

Un élément qu'on avait déjà observé lors du mouvement contre la loi travail, mais qui a eu cette année une réalité sans doute plus grande, les autonomes ont été la première force politique de la mobilisation. Cela ne veut pas dire qu'ils sont la première force politique influençant les étudiant.e.s mais parmi ceux ayant participé à la mobilisation c'est le cas. Les camarades, dans leur pluralité, ont largement dirigé au moins 3 des principales facs mobilisé.e.s Bordeaux, Rennes 2, et Nantes organisant la CNL de façon pérenne, dans les autres principales facs mobilisées illes ont souvent eu un rôle important, comme à Paris 1, Paris 3, Paris 8, Nancy, Montpellier... Et même quand illes étaient ouvertement minoritaires (Toulouse, Nanterre...) nulle part à priori illes n'ont pas existé et illes n'ont pas eu de place. Au contraire de l'ensemble des autres forces du mouvement. Par ailleurs le cortège de tête du 1er Mai à Paris, dont la politique a été critiqué y compris dans leurs rangs, a été une preuve de force pour ces camarades.

Un autre élément déjà clairement présent pendant la loi travail, mais qui cette année a été encore plus frappant est la crise importante de l'UNEF, qui semble avoir une particularité dans la crise du syndicalisme étudiant. En effet, la majorité de l'UNEF n'a

dirigé de façon claire aucun bastion de la mobilisation, existant surtout de part son implantation plurielle, notamment dans des campus peu ou non-mobilisés. Même quand la mobilisation a pris dans des endroits où c'était la seule force organisée comme à Nancy, elle a été incapable d'assurer une véritable direction étant en partie dépassée.

Le syndicat Solidaires Etudiant.e.s quand a lui connaît une crise à sa « direction », et a peu pesé dans les coordinations nationales, mais force est de constater que malgré cela dans plusieurs villes des sections locales ont eu un rôle important voire central. Central à Montpellier, où les camarades semblent avoir eu une place importante dans la direction de ce pôle important de la mobilisation. Important à Paris 1 (avec une ligne autonome), Grenoble, Lille, Lyon, Nantes... Autant d'endroits où la lutte a été importante. Et manifestement ce syndicat semble se construire de façon significative dans plusieurs de ces villes, et sort renforcé de la mobilisation.

Les syndicats locaux, en dehors de l'UET qui a largement dirigé la mobilisation à Toulouse et s'est beaucoup construit, n'ont eu quand à eux que des rôles mineurs, et certains ont tourné avant la mobilisation sur des bases corporos.

Faire évoluer notre front unique dans le mouvement étudiant : s'orienter vers les autonomes pour dialoguer avec leur base en restant ferme sur le fond et en avançant notre programme

Ces évolutions doivent nous amener à faire évoluer nos façons de dialoguer avec les différentes forces de nos fronts uniques étudiants :

-Nous ne pouvons à la manière de Lutte Ouvrière ou de certains camarades du NPA Jeune traiter les autonomes en quasi-ennemies politiques, les attaques en « alliance objective avec la bourgeoisie » en plus d'être fausse sur le fond (et ce n'est pas nouveau), deviennent maintenant de plus en plus dangereuses pour s'adresser à une grande partie de la base étudiante de nos mobilisations. Nous devons défendre ces camarades face aux attaques de la bourgeoisie, à l'image des sorties de Philippe le 1er Mai, tout en restant ferme sur le fond et en polémiquant clairement avec elleux. Leur(s) stratégie(s) n'est (ne sont) pas la (les) notre(s). Nous aurions donc du participer plus clairement et systématiquement à leur CNL pour polémiquer avec elleux et inviter leur base à rejoindre la CNE. Et ce dès la première de Rennes 2.

-Nous ne pouvons comme avant avoir aussi peur de rompre les cadres de front avec l'UNEF sur des bases démocratiques. En effet, les autonomes se construisent en partie sur les attaques en bureaucratisme en ayant ainsi amené une grande partie des

étudiant.e.s à construire la CNL contre la CNE. Maintenant si choix il doit y avoir entre démocratie et direction de l'UNEF il doit rapidement se faire en période de mobilisation vers la démocratie. En ce sens le choix de la CNE de Paris 8 de refuser que la direction de l'UNEF reste sur des bases anti-démocratique a été juste. Plus largement nous devons nous même faire attention à ne pas développer des comportements peu démocratiques, en prenant garde par exemples à bien faire tourner nos délégué.e.s lors des CNE.

Lutter contre les autonomes demande en plus de ces politiques de fronts et ces exigences démocratiques plus fortes des remèdes particuliers :

-Structurer nos cadres nationaux plus franchement durant cette mobilisation leur aurait permis d'avoir une place plus grande dans la situation politique et aurai ainsi montré à la base des autonomes l'efficacité de nos cadres et notamment de la cne. Tout en influençant plus sérieusement les facs ne s'organisant que par zone géographique plus limitée que celles nationale (nancy et leur CRE...). En ce sens la question du port parolat même à 20 facs représentées aurait eu un rôle important, pour avancer vers la nécessaire fusion des cadres nationaux et nous aurions dut le porter plus franchement. Avoir des camarades se positionnant clairement par exemple pour la grève générale dans les médias aurait put capter une partie de la radicalité étudiante de cette mobilisation.

-Et puis une question qui a largement manqué dans la politique des sensibilités du NPA jeune que nous avons porté notamment sur la fin de la mobilisation a été la question programmatique. En effet si les autonomes se sont construits sur des bases démocratiques illes l'ont aussi fait parce qu'illes proposent une alternative politique à l'université capitaliste. Alternative que nous pensons vouée à l'échec et qui n'est pas la notre mais alternative quand même, qui a pris au cours du mouvement la forme de l'université occupée comme fin en soit et pas comme outil de la lutte. Polémiquer et lutter pour l'occupation comme outil de lutte était nécessaire mais pas suffisant parce que cela n'offrait aucune alternative, aucune propositions en positif. Et ne pas avoir oeuvré à proposer une alternative en positif, en plus de laisser le champs libre aux autonomes, a amené des étudiant.e.s à se proposer théoricien programmatique et à proposer des choses bien éloignés de nos bases comme au mirail. Au contraire de cela nous aurions dut proposer en avril un manifeste pour la cne à l'image de celui que nous avons proposé au mirail en mai. Plus largement il faut bien avoir conscience que les autonomes se construisent sur nos manques programmatiques de façon générale et que rédiger un programme pour la jeunesse et non pas quelques mesures d'urgences devrait être une de nos priorités.

Impulser un renouveau du syndicalisme étudiant, une nécessité de l'heure

Les autonomes se construisent aussi sur la base de la crise du syndicalisme étudiant. Crise que nous devons tout faire pour mettre derrière nous, d'autant que la fin de la mobilisation risque sans renouveau de laisser sur le carreau de nombreux.ses camarades ayant participé à la lutte mais n'ayant pas trouvé à se structurer. Pour éviter cela et pour tenter de dépasser cette crise une tâche de l'heure est d'oeuvrer à la structuration d'un réseau syndical dans l'objectif de discuter et de structurer à terme un syndicat national plus large que ceux existant aujourd'hui et clairement délimité de la bourgeoisie. La structure syndicale de solidaires étudiant.e.s reste à notre sens de loin néanmoins l'organisation la plus intéressante à ce jour et nous devons mener la bagarre pour qu'elle participe tout entière à ce processus.

La lutte contre les bureaucraties syndicales demande une politique d'interpellation claire vis à vis d'elles

Par ailleurs bien sûr les autonomes n'ont pas été le seul mais surtout pas le principal frein au développement de la mobilisation, non cette place notamment d'un point de vue interprofessionnel a été fièrement occupé par les bureaucraties syndicales. Et là dessus la politique des différentes sensibilités du npa jeune nous a semblé très insuffisante. À notre sens notre rôle aurait dû être clairement de faire porter par nos ags ou à la cne des motions critiques vis à vis des journées de divisions instaurées par les bureaucraties (22 mai...) ou vis à vis de leur non construction de la grève générale. Mais surtout nous aurions dû mener la bagarre pour les interpeler sur la base du calendrier de construction de la grève générale que nous souhaitions. Cette interpellation ne pouvant qu'être positive car soit elle était assez reprise pour imposer un rapport de force assez fort pour amener les directions à épisodiquement bouger un peu de politique, soit ce n'était pas le cas, et alors des camarades de classe pourrait plus facilement voire leur trahison et nous rejoindre. Cette politique, les camarades de l'étincelle et du contre courant l'ont combattu, les camarades d'a et r l'ont parfois rejeté parfois soutenu du bout des lèvres, et les camarades du ccr disant la soutenir ne l'ont à notre connaissance jamais vraiment porté dans la mobilisation étudiante allant jusqu'à ne pas respecter un mandat mirailleur sur cette base. Tout cela nous le regrettons.

Une question du pouvoir trop peu posée

Et puis mais cela va sans dire l'ennemi et non le frein dans cette lutte ça a été la bourgeoisie et son gouvernement. Et pour lutter contre eux certains espaces pouvant poser la question du pouvoir ont été manqués. Au mirail par exemple, quand après la

mise sous tutelle, nos ags réunissaient plus d'un millier de personnes et que nous avons voté la démission de l'envoyé du ministère laganier, qui n'avait alors aucune légitimité dans la communauté universitaire poser plus clairement la question du pouvoir en proposant comme certaines enseignantes le portaient la mise en place d'une direction alternative de l'université sur nos bases élue et révocable aurait pu faire passer un cap à la mobilisation locale en l'amenant à l'affrontement complet avec les institutions. Motivant sans doute plus d'étudiant.e.s à participer à des cadres plus forts et structurés politiquement. Avec des ags à plus d'un milliard dans de nombreuses autres villes d'autres espaces ont sans doute aussi été manqués et c'est dommageable.

Un NPA jeune non existant comme organisation mais fort en ammoncelant ses sensibilités

Face à ces alliés aux stratégies à combattre à ces freins et à ces ennemies force est de constater que notre organisation au delà de nos divergences a à la fois été assez forte de part plusieurs fachs que des camarades ont dirigés (Mirail, Nanterre notamment) où sur lesquels nos différentes sensibilités ont eu une influence non négligeable, et n'a à la fois pas existé comme organisation. Cette mobilisation nous a vue intervenir par sensibilités sans coordination et c'est très dommageable, cela nous a forcément affaibli. Les exemples ne manquent pas pour aller dans ce sens, aucun CR de bsj n'a par exemple été envoyé durant la mobilisation, un seul snj s'est tenu uniquement au début, et à toulouse par exemple aucune assemblée générale du npa jeune n'a eu lieu et le comité ville jeune s'est réuni 3 à 4 fois durant toute la durée de la mobilisation (décembre à mai...). C'est clair que cet état de fait a été complètement contreproductif pour la mobilisation.

Tom (Comité Jeune Toulouse, TCJ); Silane (Comité ENS Jussieu, TCJ), le 11 juin 2018